

Cet événement climatique, qui n'a rien d'exceptionnel, prouve une fois encore la nécessité d'avoir une véritable politique énergétique à long terme en France et en Europe afin d'être en capacité de répondre aux besoins des populations.

La période de froid que traverse l'Europe vient souligner brutalement l'importance de l'énergie dans notre vie.

Cet événement climatique, qui n'a rien d'exceptionnel, prouve une fois encore la nécessité d'avoir une véritable politique énergétique à long terme en France et en Europe afin d'être en capacité de répondre aux besoins des populations.

Les courbes données par le Réseau de Transport Électrique sont éloquents. Dans la période (et ce n'est pas nouveau) tous les moyens de production sont nécessaires pour nous permettre de passer les heures de pointe. C'est particulièrement le cas de la production d'électricité à partir des barrages hydrauliques.

Qu'en sera-t-il demain si, comme s'y prépare activement le gouvernement, les concessions hydrauliques sont ouvertes à la concurrence (aucun autre pays en Europe ne s'est engagé dans cette absurdité) ? La production hydroélectrique a besoin pour fonctionner d'eau dans les barrages et que se serait-il passé si celle-ci avait été consommée au gré des fluctuations des divers marchés par des opérateurs comme le suédois VATTENFALL ou l'allemand E.ON qui n'ont pas pour objectif l'équilibre du réseau français mais plutôt d'avoir le plus de retour sur investissement pour leurs actionnaires ?

En même temps, il est intéressant de constater que toutes les centrales à charbon de la SNET qu'E.ON possède en France fonctionnent à plein alors qu'E.ON a prévu de les fermer à partir de 2013. Le préfet a dû réquisitionner celle de Gardanne. Si ces centrales n'étaient pas là aujourd'hui le pays subirait des coupures importantes. Cela remet au devant les propositions de la CGT de pouvoir continuer à faire fonctionner l'ensemble des centrales thermiques jusqu'en 2015 et d'étudier les moyens de remplacement respectueux des engagements en termes d'émission de CO₂. Il est nécessaire de rappeler qu'E.ON a dégagé des bénéfices importants dus en partie à l'incorporation dans le prix du MWh des taxes carbone alors que l'Europe lui avait alloué des quotas gratuits d'émission de CO₂, justement pour permettre de construire ou d'adapter les moyens de production.

Il faut souligner les efforts fournis par l'ensemble des personnels concernés, en production, transport d'électricité, et distribution pour faire fonctionner le maximum d'installation dans des conditions souvent difficiles (par exemple incendie à la centrale du Havre) et fournir aux usagers l'électricité dont ils ont particulièrement besoin dans la période.

Pour boucler la demande, la France procède à des importations à partir de différents pays. Si l'Allemagne nous exporte c'est parce qu'elle utilise à fond toutes ses centrales à charbon et au gaz (depuis l'arrêt des centrales nucléaires, ce qui n'est pas sans incidence sur ses émissions de CO₂ dans l'atmosphère) et importe elle-même de l'électricité à partir des centrales à charbon de Pologne et nucléaires de République Tchèque.

Quand on voit les prix du marché du MWh dans cette période qui peut atteindre les 350 €/MWh (plus de 8 fois le prix fixé par la loi NOME!!), il est pertinent de se poser la question du dimensionnement des moyens de production hexagonaux.

Il est urgent que le gouvernement impose une véritable politique énergétique obligeant à investir dans de nouveaux moyens de production garantissant la puissance nécessaire au moment où le pays en aura besoin : on ne peut pas compter tous les hivers sur la chance pour disposer de possibilité d'importation et d'un excellent pourcentage de moyens disponibles au moment de la vague de froid !

En même temps, cette vague de froid est un révélateur terrible des problèmes rencontrés par nos concitoyens.

Les chiffres de coupure pour impayés explosent (le médiateur de l'énergie annonce 400 000 coupures vraisemblablement 250 000 d'électricité, le reste en gaz). Rien d'étonnant avec la baisse du pouvoir d'achat, la montée du chômage et l'augmentation des prix. EDF a annoncé qu'elle n'effectuerait pas de coupures dans la période.

Rappelons tout d'abord qu'EDF n'est plus le seul fournisseur d'électricité. Qu'en est-il des autres ? D'autre part, il apparaît absolument normal de ne pas couper dans la période, c'est l'inverse qui serait choquant. En période hivernale, il n'y a pas d'expulsion, pourquoi il y aurait-il des coupures d'énergie ? Néanmoins cela ne suffit pas.

La CGT rappelle ses propositions de n'avoir aucune coupure pour impayés dans le cas de précarité énergétique quelle que soit la période de l'année et d'avoir une politique énergétique qui permette qu'aucune personne ne soit aujourd'hui en France en précarité énergétique.

Dans l'immédiat, les augmentations de tarifs effectives ou prévues vont accroître les difficultés des 8 millions de personnes en précarité énergétique dans notre pays qui continuent à devoir choisir entre se chauffer et se nourrir. Est-ce acceptable ?

Décidément notre proposition de pôle public de l'énergie et d'agence européenne de l'énergie prend tout son sens à la lueur de la situation d'aujourd'hui dans le domaine électricité.

Contact Presse :

Marie-Claire CAILLETAUD 06 17 48 44 79

Laurent LANGLARD 06 70 30 82 96